



Fenêtre sur le monde n°15



À défaut de pouvoir voyager pour le plaisir ou la connaissance, la géographie devient menaçante. Associée au nouveau mot qui enrichit notre vocabulaire pandémique, variant, elle accomplit le vieux rêve de tout nationaliste : fermer, se barricader, fragmenter. Et l'espoir ? Breveté et privatisé. Les promesses grandioses de ceux qui le portaient adulés comme des divinités, sont aujourd'hui suspendues à de vulgaires problèmes matériels : production, logistique. Capitalisme. Lumière crue sur les inégalités du monde : combien longue sera l'attente ? Quel vaccin contre la famine, la détresse, la souffrance silencieuse, la violence du désespoir ? Tels ces combattants antiques se dressant fiers face à un adversaire surpuissant « sans jamais dévier de leur devoir », nous refusons de rester des individus isolés, résignés, broyés par un virus qui nous dépasse. Nous ne nous remettons pas à ces sauveurs aux noms barbares pour qui le prix de la santé se fixe par des contrats aux clauses secrètes. Solidaires et en éveil, où que nous soyons sur cette terre, luttons pour que l'humanité reprenne vie.

Vaccin, espoir et justice mondiale

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Le directeur général de l'OMS face aux inégalités vaccinales

Dans son discours d'ouverture de la 148^e session du conseil exécutif de l'OMS, publié sur le site de l'organisation le 18.01.2021, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur de l'OMS, se fâche. Pour mieux illustrer ses propos dénonçant les inégalités d'accès aux vaccins anti-COVID, il fait un retour en arrière : il y a 40 ans, il y a 12 ans, il y a un an, trois pandémies dévastatrices. Lors de la première, il a fallu « plus d'une décennie » pour que les plus pauvres du monde aient accès aux médicaments. Lors de la seconde, le temps était si long que la pandémie était déjà terminée. Nous en sommes à la troisième : « des vaccins qui sauvent des vies ont été développés. Ce qu'il adviendra dépend de nous ».

Ghebreyesus ne s'est pas contenté de grands mots sur notre « opportunité à écrire l'histoire », ce qui, en soi, ne signifie rien, car tous les historiens savent que « l'histoire » est trop souvent instrumentalisée à des fins non-historiques. C'est pourquoi la suite de son discours est plus claire : « le danger est réel que les vaccins deviennent une autre pierre à l'édifice de l'inégalité entre ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas ».

Après avoir indiqué que COVAX est prête à accomplir sa mission, le directeur de l'OMS tire la sonnette d'alarme : « la promesse d'un accès équitable est en grave danger ». Et d'indiquer les chiffres : plus de 39 millions de doses sont allées à 49 pays riches. Seulement 25 doses aux pays pauvres : « non pas 25 millions, non pas 25 mille, seulement 25 », s'indigne-t-il.

« Je dois être franc : le monde est au bord d'un échec moral catastrophique, et le prix de cet échec sera payé par les vies et les moyens de subsistance dans les pays les plus pauvres ».

Même s'ils parlent le langage de l'accès équitable, certains pays et compagnies continuent de prioriser les accords bilatéraux, contournant COVAX, faisant grimper les prix et essayant de se placer en tête de la file d'attente. 44 accords en 2020, 12 déjà en ce début de 2021.

Ces « resquilleurs » vont probablement faire échouer COVAX, car ses livraisons vont être retardées vu que les compagnies, mues par le profit, fourniront d'abord les pays qui ont négocié en bilatéral. Le « chaos vaccinal » que COVAX voulait éviter a commencé. De plus, selon Ghebreyesus, les compagnies ont préféré soumettre les vaccins aux autorités sanitaires des pays riches afin d'obtenir leur approbation

(pour la mise sur le marché), au lieu de soumettre leurs dossiers à l'OMS. COVAX n'a toujours pas mutualité la propriété intellectuelle, elle se contente d'un rôle de « centrale d'achats ».

Le directeur de l'OMS sort encore une fois ses arguments mille fois répétés et partagés par tous les scientifiques sérieux, à savoir que, si chaque pays qui a les moyens essaie d'avoir la plus grande part des vaccins, cela retardera d'autant la sortie de tous de la pandémie, car on ne peut éradiquer une pandémie dans un pays ou groupe de pays. En essayant de convaincre ceux qui, de toute façon, n'écouteront pas, il répète que l'impératif « n'est pas seulement moral, il est stratégique et économique ».

La Journée mondiale de la santé 2021 (le 7 avril) a comme thème « les inégalités face à la santé ». Ghebreyesus met au défi aux pays membres de l'OMS : s'assurer qu'à cette date les vaccins sont administrés dans tous les pays.

Dans ce discours, à part la colère et la critique contre « le manque de préparation des pays riches » face à la pandémie naissante, on trouve aussi quelques annonces d'initiatives de l'OMS : une infrastructure sécurisée de partage volontaire des virus et de développement des mesures contre eux (bioHub) ; un mécanisme mondial d'évaluation « de l'état de santé et de préparation » ; un conseil d'experts pour faire avancer le programme « un monde, une santé » créé il y a 10 ans par l'OMS, l'organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation et l'Organisation mondiale de santé animale, pour élargir au delà des zoonoses et inclure le Programme de l'ONU pour l'environnement.

L'OMS pourrait-elle jouer un rôle substantiel et non seulement symbolique, face aux enjeux géopolitiques et aux intérêts bien compris des grandes puissances mondiales ?

Face aux multinationales qui continuent de contrôler la production du vaccin, cet espoir qui n'est pas donné à la majorité des humains sur cette terre ? Un rapport de force pourra-t-il être créé par des États membres qui veulent promouvoir la solidarité mondiale ?

Ghebreyesus a dit ce qu'il avait à dire. Pour que ce ne soient pas seulement « des paroles volantes », il faut multiplier les initiatives citoyennes. Seule la mobilisation pourra *contraindre* les dirigeants à relever le défi lancé pour le 7 avril.

L'intégralité du discours dans la langue de votre choix (ici, l'original anglais) :

<https://urlz.fr/eOUY>



Union européenne (UE) : quelles transparence des contrats avec *Big Pharma* ?

Si l'on veut une réponse rapide et simple à cette question, elle se résume en un seul mot : aucune.

Certes, après pression de plusieurs eurodéputés de tous les camps politiques (sauf l'extrême-droite évidemment), la Commission a mis à disposition dans une salle dédiée un exemplaire d'une soixantaine de pages du contrat passé avec l'une des compagnies privées qui préparent les vaccins, CureVac, la seule ayant accepté ce semblant de transparence.

Les « grands », Pfizer, BioNtech ou Moderna, n'ont pas répondu à la question (comme on dit pudiquement). Mais attention, la transparence a ses limites, on ne peut quand même pas tout dévoiler...

Comme nous l'apprenons par un article de Thomas Lemahieu, notre « vigie vaccin », dans *l'Humanité* du 14.01.2021, les eurodéputés qui voulaient consulter le contrat devaient le lire en version papier uniquement, n'avaient pas le droit de photographier ou photocopier des pages ou d'emporter le texte pour l'étudier dans leur bureau, et ne disposaient que 45 minutes. On leur avait même confisqué leur portable pour être sûr qu'ils n'allaient pas prendre des photos en cachette...

L'eurodéputé belge Marc Botenga, l'un des initiateurs de l'initiative citoyenne européenne intitulée « Pas de profit sur la pandémie » (cf. *Fenêtre* n°12) a protesté, car ce n'est pas cette transparence qui avait été demandée, et surtout pas celle qui dépend des compagnies : la Commission s'est contentée de leur poser « gentiment » la question, et n'a rien fait pour les obliger à répondre.

Marc Botenga qualifie cette démarche de « privatisation » de la transparence, car les entités publiques, Commission et Parlement européen, dépendent des compagnies privées. Son témoignage de la consultation du seul contrat mis à disposition des eurodéputés, celui de CureVac, dans un entretien à *l'Humanité* du 23.0.2021, souligne le grand secret dans lequel la Commission tient l'opération vaccinale et confirme que « tout le risque est pris par les autorités publiques ».

Vu que la pénurie des doses (pourtant préemptées par l'UE pour couvrir ses besoins) est de plus en plus un problème, certains essaient de la contourner, comme cela se fait aux États-Unis (lire ci-après).

Les ultra-riches inventent des systèmes pour aller se faire vacciner ailleurs que dans leur pays, pourquoi pas dans les pays du Golfe (cf. article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 20.01.2021).

Une histoire édifiante sur les membres du club privé britannique *Knightsbridge Circle* est relatée par le *Daily Telegraph* du 12.01.2021.

Certains pays (comme l'Allemagne) agissent séparément, estimant que le système d'achats mutualités européens ne fonctionne pas et qu'il vaut mieux négocier directement avec les compagnies.

Protéger sa population est un souci majeur des autorités de tous les pays du monde. Mais le préfixe « pan- » du mot « pandémie » rappelle qu'elle concerne l'ensemble des humains de la planète. Peut-on raisonnablement s'isoler des contaminations qui viennent du reste du monde ? Il n'y a que l'extrême-droite qui a des illusions d'étanchéité des frontières...

Marc Botenga se fâche : la recherche ayant abouti à ces vaccins a été financée par les fonds publics, donc l'argent du contribuable. Ces sommes investies sont trop importantes pour s'asseoir sagement et attendre que les compagnies privées veuillent bien remplir les objectifs de production promis. « À la Commission, vous faites les carpettes face aux multinationales », s'indigne-t-il.

Produire vite les vaccins dont on a besoin pour sauver des vies présuppose que les brevets soient rendus publics. Ce sera fait si un million d'Européens le réclament !

Le quotidien italien *Il Manifesto* du 20.01.2021 traite également la question de la transparence des contrats face à la pénurie des vaccins. Selon l'article d'Anna Maria Merlo, la Commission a voulu rassurer qu'elle a *vraiment* commandé la quantité de doses suffisante pour tous les habitants de l'UE et que les personnes de plus de 80 ans et le personnel sanitaire seront vaccinés jusqu'à la fin mars, « pour arriver à 70% de la population adulte à la fin de l'été ».

Si la Commission est rassurante, le Parlement déplore le « secret des affaires » qui couvre toujours les contrats avec Pfizer-BioNtech et Moderna, dont les vaccins sont homologués en Europe.

Le Parlement demande aussi que le vaccin soit « une solution mondiale ». Généreuse, la Commission dit qu'elle fournira des vaccins aux pays des Balkans non membres de l'UE, ainsi qu'aux pays du Maghreb et de l'Afrique noire. Mais l'Albanie s'est plainte du manque de soutien (ce qui lui a valu une « réponse sèche » de la part de la France).

En attendant que la « générosité » de la Commission devienne une réalité quand les compagnies privées devant lesquelles elle se prosterne daigneront produire assez de vaccins pour que l'Europe dispose des surplus promis aux autres, certains pays, comme le Maroc, se fournissent auprès de la Russie, d'autres auprès de la Chine. La preuve que le vaccin, qui devrait en principe être un moyen de fédérer l'humanité et renforcer la coopération mondiale sous la houlette d'institutions internationales comme l'ONU ou l'OMS, devient un enjeu de pouvoir et d'influences. On joue, ici, avec des vies humaines. Ce jeu est malsain et dangereux.



L'Humanité du 14.01.2021 :

<https://www.humanite.fr/vaccins-vraie-fausse-transparence-698735>

L'Humanité du 20.01.2021 :

<https://www.humanite.fr/acces-au-vaccin-anti-covid-en-europe-la-colere-monte-contre-une-gestion-inegalitaire-698932>

Sur le « cynisme de Big Pharma », lire l'encadré de *L'Humanité* du 15.01.2021 :

<https://www.humanite.fr/le-scandale-de-la-penurie-de-vaccins-et-comment-sanofi-pourrait-aider-y-remedier-698778>

L'entretien de Marc Botenga à Jean-Jacques Régibier dans *L'Humanité* du 23.01.2021 :

<https://www.humanite.fr/vaccins-marc-botenga-tous-les-risques-ont-ete-pris-par-le-public-699040>

L'article du *Daily Telegraph* :

<https://urlz.fr/e0QN>

Il Manifesto du 20.01.2021 :

<https://ilmanifesto.it/leuroparlamento-chiede-trasparenza-sui-contratti-con-i-giganti-del-farmaco/>

États-Unis

Les ultra-riches essaient de resquiller pour se faire vacciner le plus tôt possible

Cet article du *NYTimes* du 10.01.2022 est sous-titré « mais probablement ils n'auront pas beaucoup de succès ». Nous y apprenons bien des choses sur cette minorité de personnes qui, outrepassant les consignes des autorités sanitaires, sont allées passer leurs vacances de Noël à Saint-Barthélemy ou dans un autre endroit paradisiaque, ont organisé des fêtes luxueuses et des dîners de 35 convives.

Certes, cette dernière transgression n'est pas le privilège des ultra-riches états-uniens, et le *NYTimes* ne s'est pas intéressé aux dîners de l'Élysée bien français, qui, selon certaines informations révélées par la presse, ont aussi rassemblé beaucoup de participants quand les rassemblements familiaux ou amicaux festifs étaient limités à 6 adultes. Cependant, l'article du *NYTimes* relate le fonctionnement d'un système de santé privé au service de ceux qui peuvent se le payer, qui a pignon sur rue aux États-Unis, pays de circulation exponentielle de la COVID19.

Ce système privé s'appelle *concierge medicine* : on paie 20.000\$/an pour avoir un médecin généraliste à son service, ne pas attendre pour un rendez-vous et recevoir des soins primaires dès qu'on en a besoin. Ces cabinets médicaux sont aussi riches que leurs patients.

Quand le vaccin anti-COVID est arrivé, ils ont commencé à recevoir des coups de fil pressants de ces derniers, qui demandaient à être vaccinés en priorité, sans pour autant être vraiment prioritaires pour des raisons d'âge, de santé, ou de profession. On ne fera pas croire qu'un entrepreneur de la *Silicon Valley*, qui investit dans la recherche transhumaniste afin de... vivre 200 ans, vaut plus qu'un médecin, une personne âgée, ou même un enseignant.

Le cabinet du Dr Edward Goldberg, situé dans le quartier huppé de l'*Upper East Side* à New York, est l'un de ceux qui refusent la magouille, mais non pour des raisons éthiques. Le gouverneur de l'état de New York, Andrew Cuomo, a pris un arrêté en menaçant tout personnel de santé qui essaierait de passer outre les protocoles de vaccination établis par la puissance publique. Si le cabinet de ce *concierge doctor* cède à ses clients, il risque la fermeture administrative et une amende de 1 million de \$, mais aussi un procès, car Cuomo a dit que de telles fraudes seraient désormais jugées au pénal.

D'autres cabinets n'ont pas de tels scrupules et trouvent le moyen de resquiller sans enfreindre (complètement) la loi ou risquer la fermeture administrative.

Le *NYTimes* n'est pas un journal où l'on trouve des plaidoyers contre le système capitaliste ou contre la finance. Mais dans l'article sur les resquilleurs potentiels on trouve la dénonciation d'un système basé sur le « tout marché », de ceux qui trouvent des parades pour toujours obtenir ce qu'ils veulent en écrasant les autres, de l'explosion des inégalités et des conflits radicaux à cause de la COVID19. On achète sa place dans la file de vaccination comme on achète un jet privé.

Heureusement, tous les médecins qui s'occupent des ultra-riches ne sont pas aliénés par le système.

Une chirurgienne plastique de renom, Lara Devgan, dont les clients paient des fortunes pour des liftings, a filmé et posté sur les réseaux sociaux sa propre vaccination pour convaincre ces derniers, personnes d'un certain âge, d'aller recevoir la piqûre. Les clients pensaient que le vaccin... provoque des

rides à cause d'un effet secondaire de relâchement des muscles faciaux (!). C'est un tabloïd qui a propagé cette rumeur qui a fait bondir le Dr Devgan : « je fais faire des liftings faciaux avec des injections qui comblent les rides, j'aime ces produits et les utilise moi-même. Je pense donc que le vaccin est sûr. Se préoccuper de l'apparence de votre visage n'est pas une raison pour ne pas vous faire vacciner ».

Le Dr Devgan parle de la vaccination selon les procédures mises en place par les autorités sanitaires, que les *concierge doctors* contournent selon le principe « vis, et laisse les autres mourir ». La vie est un business comme les autres...

<https://urlz.fr/e0QZ>

Les peuples autochtones perdent leur patrimoine culturel à cause de la COVID19

On dit souvent qu'en Afrique « quand un griot meurt, c'est une bibliothèque qui disparaît ». Un article du *NYTimes* du 12.01.2021 décrit les pertes de richesse culturelle et langagière des peuples autochtones états-uniens, dont les aînés sont deux fois plus touchés que les Blancs par la pandémie. Le gouvernement n'a rien fait pour améliorer un système de santé défaillant dans les réserves où vivent ces populations, souvent très éloignées d'un hôpital où sont dispensés les soins anti-COVID appropriés.

Les aînés de ces peuples ont sauvé l'héritage culturel et l'ont transmis aux jeunes générations. Ils ont contribué à garder vivantes leurs langues, malgré les tentatives d'assimilation forcée. Une fois disparus, leurs enfants et petits-enfants craignent qu'il n'y aura bientôt plus personne pour transmettre ce savoir.

Au début de la pandémie, plusieurs de ces aînés, personnes très respectées dans leur communauté, souvent meneurs de luttes, connaisseurs des traditions (par exemple des médecines traditionnelles, des plantes médicinales etc.) ont été sollicités pour aider. Ceux de la nation Navajo ont essayé de se protéger et de protéger ceux qui venaient les trouver, en portant des masques et en mettant du gel hydroalcoolique devant leurs demeures. Mais on les a sollicités de plus en plus, soit pour soulager les malades, soit pour prier les morts. Et ils sont tombés eux-mêmes malades.

Les dispensaires des réserves manquent de moyens, et le système de traçage imposé par les gouvernements du Dakota du Nord et du Sud n'a pas marché, obligeant le personnel de ces dispensaires, lui-même autochtone, d'en introduire un autre, complètement artisanal. L'une des photos illustrant l'article du *NYTimes* montre un simple tableau blanc où on a noté le nombre de cas, de morts, de personnes hospitalisées à plusieurs endroits de la réserve de Standing Rock.

SAST COVID-19 Snapshot		Active
Active Cases - 40	Long Soldier	15
Pending -	Cannonball	5
Current Hospitalized	Porcupine	10
Total Deaths - 20	Bear Soldier	5
# Cases confirmed thru Case Investigation 2:50 pm 12/11/20	Wahpala	0
We are working with CDC for additional updated information	Kenel	0
	Running Antelope	0
	Rock Creek	5
	Unknown	
	Total Active	40

Statistics on Covid-19 cases were written on a white board for contact tracers in their offices on the Standing Rock Reservation.

Les responsables des dispensaires s'inquiètent de la « disparition » des patients autochtones une fois hospitalisés en dehors : « on ne sait pas ce qu'ils deviennent, jusqu'à ce qu'on reçoive une annonce de décès », comme si les peuples autochtones étaient invisibles...

La contamination des aînés vient souvent du dehors : les membres des familles (qui ne sont pas des télétravailleurs, loin de là) doivent sortir pour aller travailler. Comme pour les autres groupes contaminés, leurs métiers sont souvent à risque et leur protection pas au niveau. C'est ainsi que les matriarches et les patriarches attrapent la COVID et meurent.

Maintenant, la conscience des pertes a conduit à une auto-organisation : on met à l'abri les aînés et les locuteurs des langues indigènes, on prend pour eux des rendez-vous prioritaires de vaccination, on leur fournit des repas, du gel hydroalcoolique ou même de l'eau, car des maisons perdues dans le désert n'ont pas d'eau courante, ce qui rend impossible le lavage systématique des mains.

Pour ne pas prendre de risque, les habitants de ces maisons ont compris le système : une pancarte verte à la fenêtre signifie « tout va bien, pas besoin d'aide » ; une rouge signifie « appel à l'aide ». Dans l'Arizona, on a équipé les familles de thermomètres et de tensiomètres et on a appris aux jeunes à surveiller leurs grands-parents.

Tout cela reste insuffisant et surtout ne procède pas d'une organisation de la part des gouvernements des états où se situent les réserves. Or, la préservation du patrimoine culturel n'est pas seulement l'affaire de ses détenteurs, qui, comme c'est le cas ici, manquent de moyens. La volonté politique n'est pas au rendez-vous. Les jeunes des communautés autochtones perdent leurs repères. Maintenant que Delores, surnommée le « dictionnaire ambulancier de linguistique du Lakota » s'est arrêtée de déambuler, sa petite-fille, Nola Taken Alive, une Lakota du Dakota du Nord, trouve que le combat est rude pour « se mettre dans les chaussures » d'une personne détentrice d'un tel savoir, comme dit joliment l'expression anglaise.

Aujourd'hui, le savoir des peuples autochtones est reconnu dans le monde académique comme un savoir à part entière, non un simple objet d'étude. Dans le cadre de la campagne pour la science ouverte et de la préparation de la future recommandation UNESCO sur le sujet, la préservation et la promotion de ce savoir tant menacé par la COVID19 pourrait être un combat à mener avec les intéressés, de sorte de leur redonner leur dignité après une si longue marginalisation.

<https://urlz.fr/eOS9>



Grèce

Les travailleurs dans les « eaux glacées » de la réduction de revenu et du recul des droits

La Confédération générale des travailleurs grecs (ΓΣΕΕ, confédération représentative de tous les syndicats du privé, quelle que soit la branche professionnelle) a diligenté une enquête auprès des travailleurs du secteur privé. Les résultats de cette enquête, menée par l'institut ALCO du 8 au 12 janvier 2021 et rendue publique le 20 janvier, montrent une insécurité croissante : 6 sur 10 déclarent une perte de leurs revenus et se disent pessimistes, envisageant avec inquiétude une plus grande réduction, puisque 56% pensent que la situation du pays va empirer dans les prochains mois. Par rapport à la même enquête menée en octobre 2020, ceux qui ont perdu des revenus sont en légère augmentation (+ 1%), ceux qui sont inquiets sur l'évolution du pays aussi (+ 4%).

Dans la même enquête, à la question « êtes-vous sûr que vous conserverez votre place dans le marché du travail pendant les 6 prochains mois ? », 39% des répondants disent NON, pourcentage inquiétant qui confirme ce que le communiqué de la Confédération caractérise comme « une intensification des violations des règles » et « un climat tendu ». On sait que les employeurs (non seulement en Grèce) ont profité de la pandémie pour imposer n'importe quoi ou pour menacer de fermeture et obtenir que les travailleurs ne protestent pas. Certains ont « négocié » des accords sous la table, sûrs qu'il n'y aurait pas de contrôle.

Une nouveauté pour la Grèce (plus que pour d'autres pays européens) est l'introduction du télétravail à grande échelle. Les travailleurs grecs ne sont pas contents de ce système, surtout parce qu'il n'existe pas de règles le régissant. Dans un pays où, pendant plus d'une décennie noire d'austérité et de mémorandums, les droits des travailleurs ont subi de sérieux reculs, et où les négociations collectives sont un euphémisme que le patronat ne manie pas, le télétravail a certes protégé de la contamination, mais a été néfaste pour les télétravailleurs.

Soit dit en passant, 60% des travailleurs du privé n'ont pas télétravaillé. C'est un pourcentage important qui mériterait une analyse plus fine de la part de la Confédération. Les Grecs ne souffrent pas d'analphabétisme numérique, mais la fracture numérique est loin d'être résolue dans le pays. De plus, les employeurs ne sont pas prompts à fournir le matériel adéquat, certains exigeant que les travailleurs « améliorent » leur connectivité à leurs propres frais, et surtout sans délai, afin que le travail soit fait. Compte tenu du taux de syndicalisation dans le privé en Grèce (à l'exception de quelques grandes entreprises), et du nombre de travailleurs à leur compte sans syndicat pour les protéger, on comprend que le télétravail soit un fardeau.

Son impact, selon les répondants :

65% pensent qu'il a été négatif concernant leurs heures de travail

54% pensent qu'il a eu des conséquences néfastes sur leurs droits

54% pensent qu'il a influencé négativement leur équilibre psychique

40% pensent qu'il influencera négativement leur évolution professionnelle et celle de leur rémunération.

La Confédération en appelle au gouvernement, comme l'ont fait les syndicats italiens, fatigués de « négocier » avec un patronat qui n'écoute pas. En période de crise, un gouvernement doit protéger les forces vives de l'économie du pays, c'est-à-dire les travailleurs. C'est à lui de faire cesser les violations des règles et d'agir pour soutenir avec des mesures concrètes les travailleurs frappés par la crise. C'est lui qui a le devoir de rétablir et de renforcer les négociations collectives et c'est encore lui qui peut mettre en place un cadre légal qui régisse le télétravail anarchique et injuste d'aujourd'hui.

Si ces interpellations sont, en quelque sorte, rituelles, et s'il est normal de s'adresser ainsi aux autorités du pays, les syndicats grecs n'ont pas beaucoup d'illusions sur la volonté du gouvernement d'améliorer le sort des travailleurs laissés à leur triste sort et exploités par leurs patrons, frappés par la crise sanitaire et menacés par la récession économique. Nous en avons déjà parlé dans notre *Fenêtre* n°11 : augmentation des heures de travail, baisse des rémunérations et réduction des heures supplémentaires (qui permettent à beaucoup d'avoir un revenu pour vivre, compte tenu des salaires très bas), menaces sur le droit de se syndiquer, favoritisme qui frôle la corruption etc.

« En même temps », l'épargne a augmenté en Grèce. Qui a eu de l'argent pour épargner en cette année pandémique ? Pas besoin de détective pour résoudre ce mystère.

L'enquête, que vous lirez à l'aide de vos traducteurs préférés déjà bien entraînés et rendus performants en grec moderne, est à télécharger ici :

https://www.inegsee.gr/wp-content/uploads/2021/01/DEIKTES_INE.pdf

Le communiqué de la Confédération générale des travailleurs grecs publié le 19.01.2021 :

<https://www.inegsee.gr/diktes-klimatos-agoras-ergasias-megali-miosi-isodimaton-stous-ergazomenous-idiotikou-tomea-schedon-6-stous-10-ergazomenous-dilonoun-miosi-isodimaton-to-36-diloni-miosi-megalyteri-tou-21-arn/>

Police partout...

Dans cette ambiance d'insécurité accrue, le gouvernement saisit l'occasion pour introduire des nouveautés dans l'ESR (cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose ?). La plus emblématique, dénoncée par les étudiants et les collègues des universités, c'est la création de la « police des campus » afin de « policer » tout mouvement d'insécurité, c'est-à-dire de protestation. Sous prétexte que les universités ont « des problèmes de sécurité » (certes, on n'a qu'à voir l'état des bâtiments et des résidences universitaires...), on verra des policiers patrouiller dans les facs, lieux de savoir et de liberté d'expression.

Plus de détails dans la rubrique internationale du prochain BRS.

Pour soutenir les collègues grecs qui dénoncent cette police, on peut signer leur pétition « Non à la police dans les universités » :

https://www.facebook.com/OxiAstynomiaStaPanepistimia/?ref=page_internal

Ou envoyer sa signature par mail :

NoUniPolice@gmail.com



Dans le même registre, voilà l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes sur la voie publique.

Le gouvernement dit suivre « les recommandations des infectiologues », mais les intéressés nient avoir émis de telles recommandations. Le Pr Athina Linou, qui enseigne l'infectiologie à l'Université d'Athènes,

insiste que « les problèmes [NDLR. liés à la pandémie] ne vont pas se résoudre avec la police » et caractérise l'interdiction des manifestations comme « un mouvement de panique » du gouvernement.

Un obscur Comité de santé public est en fait la source, douteuse, de cette interdiction, rendue publique tout de suite après que le monde de l'éducation, notamment de l'ESR, les étudiants, et les travailleurs de la santé ont annoncé des mobilisations. La police s'est empressée de déclarer que l'interdiction « est sans lien avec les mobilisations annoncées » (mais elle prend les gens pour des imbéciles ?) et que cela « ne concerne pas les consommateurs ».

En effet, comme les commerces sont ouverts en respectant les mesures sanitaires du semi-confinement, on voit sur les photos publiées par la presse que les Athéniens se promènent nombreux, portant leurs masques, dans la rue Ermou, la plus commerçante du centre de la capitale. Le site d'information en ligne *The Press Project* ironise : « si on est manifestant, on risque d'attraper la COVID, car les rues transportent le virus et provoquent la maladie ».

Devant cette mesure absurde et anticonstitutionnelle (en Grèce, comme en France, la liberté de manifester est garantie par la Constitution), les syndicats des personnels de santé ont décidé de maintenir leurs mobilisations le 28 janvier. La Fédération panhellénique des travailleurs des hôpitaux publics (ΠΟΕΔΗΝ) déclare qu'elle ne se conformera pas à l'interdiction.

Les appels à manifester contre l'interdiction des manifestations sont nombreux : la confédération des syndicats des fonctionnaires (ΑΔΕΔΥ), le Centre du travail d'Athènes (qui regroupe les syndicats de la capitale et sa région), les fédérations des enseignants du primaire (ΔΟΕ) et du secondaire (ΟΛΜΕ), les associations des parents d'élèves, les étudiants, les universitaires, etc.

Les soignants ne sont pas des négationnistes. Grâce à leur métier et à leur expérience, ils savent comment se protéger pendant les manifestations. Leur situation, que nous avons déjà évoquée (à propos de la mobilisation en Crète, cf. *Fenêtre* n°13) est catastrophique : il n'y a toujours pas de négociations pour être inclus aux métiers pénibles malgré un rapport favorable récemment remis aux autorités ; pas de plan de titularisation des 16.000 précaires ; pas d'embauche de permanents. Mais des morts : « 22 collègues ont perdu la vie en combattants de la première ligne. Leurs familles sont en détresse. 14 sont aujourd'hui en réanimation et plus de 5.000 sont tombés malades depuis le début de la pandémie ».

Voilà pourquoi ces travailleurs ne respecteront pas la « consigne » de continuer à subir. Les soignants, en Grèce comme en France, ont une bonne image auprès de la population. Leur parole est respectée. Leur souffrance suscite solidarité et compassion.

« Nous poursuivons les combats dans le strict respect du protocole sanitaire », conclut le communiqué de leur fédération.

Lire l'intégralité à l'aide de vos traducteurs préférés, rouges de colère :

<https://urlz.fr/eOTI>

Les propos - « camouflet » pour le gouvernement - du Pr Athina Linou rapportés par le *Journal des rédacteurs* du 26.01.2021 :

<https://www.efsyn.gr/node/278514>



Inde

Mobilisations à tous les étages

Nous avons laissé les syndicats indiens très remontés contre les mesures antisociales du gouvernement Modi, qui, sous prétexte « d'attractivité » du pays et de développement économique, équivalaient à un retour au 19^e siècle (cf. *Fenêtre* n°8). Nous avons suivi la grève réussie du secteur public le 26.11.2020 (cf. *Fenêtre* n°12). Les protestations ne diminuent pas, au contraire, elles s'intensifient et s'élargissent à de nombreux secteurs professionnels. Les plus spectaculaires, datant du 26 janvier, fête nationale de la *Republic Day*, sont celles des agriculteurs. Mais les enseignants aussi se mobilisent, refusant de servir de « chair à canon » et de continuer à perdre les leurs faute de protection de la part des autorités.

Selon le quotidien italien *Il Manifesto* du 27.01.2021, « une marée paysanne » a déferlé contre les manœuvres de Modi. Plusieurs organisations et syndicats s'étaient réunis le 22 janvier pour préparer la grande marche du *Republic Day*, qui se voulait le pendant de la traditionnelle parade militaire à New Delhi.

Cette action, chapeauté par la *Samyukta Kisan Morcha*, l'ombrelle de toutes les organisations paysannes, se voulait pacifique mais massive. Elle avait reçu un large soutien, comme l'indique le communiqué du *Centre of Indian Trade Unions* (CITU), la centrale syndicale interprofessionnelle indienne. Elle voulait donner une plus grande visibilité à la lutte des paysans, menée depuis 58 jours, contre la libéralisation des prix agricoles et la fin de leur régulation par l'État qui garantissait un minimum de stabilité.

Cependant, et malgré les félicitations du CITU pour le succès du défilé paysan, de graves incidents ont terni cette action massive et provoqué un mort et des blessés. Selon *Il Manifesto*, un groupe de paysans a voulu faire un autre parcours que celui fixé initialement. La police a violemment attaqué et mis des obstacles pour empêcher de passer. Les tracteurs les ont démolis, mais le conflit a dégénéré. Le CITU condamne les incidents dont il se désolidarise. Mais le parti de Modi a saisi l'occasion pour ressortir son discours nationaliste, accusant les manifestants d'être animés par « des sentiments anti-nationaux ». L'opposition les a au contraire soutenus : la manifestation était un grand moment revendicatif. Mais Modi a trouvé son prétexte pour ne pas conclure un accord avec ses « ennemis » de la patrie.



De leur côté, les enseignants du public appellent le gouvernement à prendre des mesures pour sauver leur vie durant la pandémie. La *All India Primary Teachers Federation* (AIPTF), membre de l'Internationale de l'éducation (IE), et son syndicat local de Delhi, l'*Akhil Delhi Prathamik Shikshak Sangh* (ADPSS), sont en alerte face au grand nombre d'enseignants qui ont perdu la vie à cause de la COVID19. Ce prix à payer est trop élevé pour ne pas le dénoncer.



On leur a demandé de se déployer dans tout le pays pour distribuer de la nourriture et faire du porte à porte pour tracer les cas positifs COVID, tout en leur demandant de continuer leur travail d'enseignants. On ne leur a fourni ni EPI, ni formation pour se protéger et protéger leurs élèves, ni accès aux soins dignes de ce nom. À Delhi 28 enseignants sont morts n'ayant pas pu accéder aux soins à temps. Et malgré leur engagement pour le bien public, les salaires ne sont pas payés depuis août !

Enseigner et être « un combattant anti-COVID » devient intenable. Mais quand les syndicats se sont mobilisés le 6 janvier refusant de faire des tâches anti-COVID, ils ont été menacés de mesures disciplinaires.

L'objectif des autorités est d'utiliser les enseignants pour... faire la police dans les bus, en prenant la température des passagers ou en mettant des amendes à ceux qui ne portent pas de masque. En heures supplémentaires non payées bien sûr.

Les syndicats ont lancé une action en justice à New Delhi, pour obtenir le paiement des salaires. Une campagne de sensibilisation de l'opinion publique a aussi commencé. S'ils se disent « ouverts au dialogue social » qui risque pourtant de finir dans une impasse comme celui avec les paysans, les syndicats des enseignants travaillent à une stratégie d'actions dans les 25 états où ils sont implantés. Leurs revendications sont pourtant simples à satisfaire, et n'ont pas changé depuis le confinement d'avril 2020 :

- protection et formation pour les enseignants accomplissant des tâches anti-COVID
- paiement sans retard des salaires et pensions
- sécurité et assurance santé.

Le confinement a dévasté la population indienne. Mais aujourd'hui l'Inde produit dans ses usines le vaccin anti-COVID et s'apprête à vacciner ses habitants, sans toutefois préciser si toutes les castes sont concernées. Modi, comme d'autres gouvernements de par le monde, saisissent l'opportunité COVID pour avancer dans la casse sociale.

Combien faut-il encore de morts pour que l'Inde devienne vraiment « la plus grande démocratie du monde » ?

Il Manifesto sur les mobilisations paysannes :

<https://ilmanifesto.it/marea-contadina-contro-le-manovre-di-modi/>

Le communiqué du CITU sur cet événement :

<http://www.citucentre.org/703-citu-congratulates-farmers-for-the-successful-parade-on-republic-day-all-over-the-country>

Les revendications des enseignants, d'après le site de l'IE :

<https://www.ei-ie.org/en/detail/17116/india-trade-union-calls-for-strong-and-immediate-action-to-save-teachers'-lives-during-the-pandemic>

Italie

Prolonger le plan d'aide c'est bien, mais n'oubliez pas de prolonger aussi l'interdiction des licenciements !

Les syndicats italiens, toutes confédérations confondues (CGIL, CISL et UIL) ont rencontré le 15 janvier la ministre du travail, après que le gouvernement a approuvé dans la nuit du 14 au 15 janvier une rallonge de 32 milliards dans le cadre du décret *Ristori 5* visant à remédier à la crise économique résultant des restrictions dues à la situation sanitaire. Cette réunion marque le début des négociations (car en Italie il semblerait que ce mot ne soit pas ou pas encore remplacé par la « concertation », ce fourre-tout sans effet réel) concernant la réforme des « amortisseurs sociaux ».

Il a été décidé de prolonger les aides de la « caisse COVID » d'au moins 18 semaines après le 31 mars, délai prévu par le précédent décret. Les syndicats sont satisfaits, mais ne perdent pas le nord : si les mesures d'aide sont prolongées, il faut aussi prolonger d'autant l'interdiction des licenciements, obtenue suite à des dures négociations qui leur ont permis de s'imposer comme interlocuteur principal du gouvernement, face à la Confindustria (le MEDEF italien) et son « faucon » de président Bonomi.

Une autre demande des syndicats, unanime, n'a pas encore été adoptée par la ministre : tandis qu'elle « fait des estimations » et pense qu'il serait mieux d'instaurer des mesures différenciées « pour ceux qui en ont besoin » (?), les syndicats demandent une application uniforme du nouveau décret, estimant que l'heure n'est pas aux calculs et qu'on ne peut pas vraiment choisir entre ceux qui ont besoin et les autres.

Tania Scacchetti, secrétaire confédérale de la CGIL, et Luigi Sbarra, secrétaire général adjoint de la CISL le disent avec les mêmes mots : « il faut bloquer les licenciements » pour la période de la prolongation du décret et il faut l'appliquer à tous et partout sur le territoire. Ivana Veronese, de l'UIL, complète : « les 18 semaines supplémentaires de prolongation des mesures COVID doivent concerner tous les secteurs ».

Les syndicats ont trouvé que le climat des négociations était positif et leur permettait d'avancer leurs revendications sur lesquelles il est hors de question de céder. Maurizio Landini, le secrétaire général de la CGIL, répète : « il faut aller vers une véritable réforme des amortisseurs sociaux dans un sens universel et solidaire, redistribuer le temps de travail et ne pas perdre de vue que toutes les formes de travail doivent être protégées de la même façon, les travailleurs autonomes comme ceux en CDI ».

Le travail « autonome », c'est-à-dire les auto-entrepreneurs de toute sorte, y compris les (faux) entrepreneurs obligés de se mettre sous ce régime par leurs (vrais) patrons désireux de ne pas les compter comme salariés pour s'exonérer de leurs responsabilités d'employeur, sont un vrai problème pour les syndicats. Peu syndiqués, peu visibles mais durement frappés par la crise COVID, ils ont le plus grand besoin d'accompagnement social. C'est pour éviter que ces travailleurs passent entre les mailles du filet

de protection que les confédérations demandent une application uniforme des mesures.

Quant à l'interdiction des licenciements qu'ils ont arrachée (cf. *Fenêtre* n°11), ils n'ont pas encore obtenu une réponse du gouvernement concernant sa prolongation au delà du 31 mars. Ils continuent donc la pression, vu que la pandémie, comme ils avaient averti, ne s'arrêtera sûrement pas à cette date.



<https://ilmanifesto.it/nuova-cig-covid-per-18-settimane-i-sindacati-bloccare-anche-i-licenziamenti/>

Vaccin : solidarité ou « chacun pour soi » ?

L'Italie est un pays où les régions ont un grand pouvoir et une grande autonomie. Pour des raisons historiques de constitution de l'État moderne italien, que les Italiens ne contestent pas, le gouvernement de Rome doit tenir compte des gouverneurs de ces régions et s'entendre avec eux. Mais quand il s'agit de gérer la pandémie, cette façon de faire peut introduire un grand désordre, surtout si certaines régions se croient au-dessus des autres.

L'Italie, comme tous les pays européens, fait face à la baisse de la livraison de vaccins, due à l'idée « géniale » de Pfizer de faire des travaux à son usine pour augmenter la capacité de production. On se demande pourquoi ces travaux n'ont pas été faits avant la mise sur le marché du vaccin. On se demande aussi comment est-ce possible qu'une si grande compagnie, qui avait pourtant reçu des précommandes de plusieurs pays, ne puisse pas programmer sa production pour être prête au moment où il faut honorer ses commandes.

Mais revenons à l'Italie. Elle a reçu 53.000 doses, au lieu des 294.000 prévues. Le 20 janvier, elle était censée recevoir encore 241.000. Mais au lieu que ce soit l'instance de péréquation entre les régions qui distribue les doses, comme le demandent les gouverneurs, c'est en fait Pfizer elle-même qui décide où elles sont livrées. On croit rêver !

Le gouvernement dit entreprendre d'urgence des actions légales contre Pfizer pour qu'elle respecte ses engagements européens et qu'elle cesse les réductions unilatérales sans préavis. Un accord de solidarité entre régions garantira que tout le monde soit approvisionné. Or, sans augmentation des doses, il s'agira plutôt de gérer la pénurie...

Letizia Moratti, nouvelle vice-présidente de la Lombardie en charge de la santé, avait eu une idée « lumineuse » : distribuer les vaccins selon le PIB régional. Le gouvernement lui a opposé un refus : « c'est contraire aux droits universels ». C'est en fait égoïste.

Luca Zaia, président de la Vénétie, pense motiver Pfizer en promettant de lui « donner un coup de main » y compris financièrement. Toujours question d'argent... Mais Zaia déclare aussi que sa région a

les usines prêtes pour éventuellement produire le vaccin. C'est ce qui devrait être fait dans chaque pays ou région de l'Europe et du monde où on peut fabriquer ce sérum sauveur d'humanité. Mais ce n'est pas à Pfizer que Luca Zaia devait s'adresser. Il aurait été plus avisé à s'adresser à l'UE ou à l'OMC, pour que les brevets ne soient pas protégés par le secret des affaires. Au moins Luca Zaia, comme ses collègues (hors Lombardie), soutient la solidarité intra-italienne.

La redistribution des doses arrivant au compte-gouttes va de pair avec des problèmes de logistique et d'organisation dans les régions et dans les villes où sont situés les centres de vaccination.

À Naples, un centre de vaccination à la Mostra d'Oltremare a été obligé de fermer temporairement. Ailleurs, comme en Ligurie, on attend les « pizza box » (expression si bien trouvée pour l'Italie !) avec les vaccins. « Les régions sont dans le chaos », titre le journal. Voilà ce qui arrive quand on donne les clés à ceux dont le souci n'est pas la santé des populations, mais l'argent gagné grâce à l'exclusivité des brevets.

<https://ilmanifesto.it/pfizer-ritarda-ancora-piano-vaccini-da-rivedere-le-regioni-nel-caos/>



Liban

Les camps de réfugiés palestiniens et la COVID19

Le Liban est un pays en faillite, où l'incurie d'une classe politico-affairiste corrompue et un système périmé, basé sur les communautés religieuses, ont tué ce qui restait d'État. L'explosion du port de Beyrouth en août dernier a accéléré la faillite et précipité une grande partie de la population dans la misère. Maintenant, un confinement strict a commencé le 15 janvier, après que les contaminations ont augmenté en flèche : plus de 6.000 en 24 heures.

Mais comment se protéger quand on vit dans les camps de réfugiés palestiniens, installés dans la banlieue de Beyrouth ?

Le quotidien *L'Orient-Le Jour* du 16.01.2020 publie un reportage sur « la double peine » des réfugiés palestiniens : la mortalité dans ces camps est deux fois supérieure qu'ailleurs dans la capitale, et le confinement n'est pas respecté.

Comment respecter le confinement dans des conditions de grande promiscuité, de pollution et de pauvreté ? Impossible pour une population qui dépend, pour se soigner, de l'UNRWA, l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens, qui n'a pas beaucoup de moyens depuis que les États-Unis ont arrêté leur contribution, il y a plus de 2 ans.

L'UNRWA recense les cas COVID et essaie de prodiguer des soins de première nécessité. Mais pour les cas graves nécessitant hospitalisation et soins spécialisés, elle ne peut rien faire. Et comme le système de santé est inexistant, elle recense aussi les morts...

Des ONG comme la *Woman Program Association*, mènent des actions de sensibilisation dans les camps. Mais les conditions matérielles de vie, ainsi qu'un fatalisme et une résignation, n'incitent pas au respect des « mesures-barrières ».

La fondatrice de cette ONG, Mariam Chaar, témoigne : « les Palestiniens du Liban sont convaincus d'avoir une immunité à toute épreuve, due à l'histoire de la communauté qui a vécu le déplacement et la misère », d'où leur refus de porter le masque ou d'aller à l'hôpital, pensant qu'ils s'en sortiront une fois de plus. Ou peut-être, comme ils n'ont pas un accès facile à l'hôpital en tant que Palestiniens, ou n'ont pas les moyens, ils se retrouvent devant le dilemme « mourir de la COVID19 ou mourir de faim ». D'ailleurs, Mariam Chaar a vu des familles « mélanger l'eau et le thym pour se nourrir ». Alors, les « gestes barrières » c'est le cadet de leurs soucis.

L'UNRWA ne peut et ne veut pas se substituer aux autorités libanaises, qui ne prennent pas soin de ces réfugiés. Pour faire respecter le confinement, le gouvernement a envoyé l'armée « fermer » les entrées des camps. Les ONG et l'UNRWA trouvent que cela n'a aucun sens, car ce sont des quartiers intégrés dans le tissu urbain et on peut y entrer par plusieurs endroits. On ne peut pas placer des militaires dans chaque rue... Mais les Palestiniens, dit Mariam Chaar, « habitués à vivre reclus », relégués dans leurs camps, sont déjà « confinés » et les mesures gouvernementales ne changeront pas grand-chose.

Il aurait fallu prendre soin de cette population, ainsi bien sûr que de toute la population libanaise, bien avant, quand la bourgeoisie libanaise et les tenants du pouvoir politique faisaient des affaires dans tout le Moyen-Orient et s'enrichissaient, sans que cela ait un impact positif sur l'économie du pays en général. Aujourd'hui, comme en témoigne un Palestinien de 25 ans, la COVID et l'effondrement du système bancaire ont durement frappé une communauté habituée à travailler dans le secteur informel pour gagner sa vie : « beaucoup de jeunes sombrent désormais dans les trafics pour pouvoir survivre. Et on ne peut pas les blâmer pour cela ».

L'UNRWA, en coopération avec Médecins sans frontières, organise les dépistages et les soins anti-COVID. Grâce à des accords entre l'UNRWA et des hôpitaux, les malades COVID ne paient rien. Un centre d'isolement a ouvert ses portes, mais peu de personnes acceptent de laisser leur foyer pour s'isoler. On les comprend : les Palestiniens ont vécu avec le déracinement dans la peau ; les camps, qui devaient être provisoires, sont leur « maison ». S'isoler c'est se couper de leur communauté et vivre un nouveau déracinement symbolique, même si ce n'est que pour le temps de la quarantaine.

Les ONG et l'UNRWA font de la pédagogie, mais reconnaissent que c'est le tonneau des Danaïdes. La sensibilisation d'une population qui vit dans des conditions précaires et se sent « à part » dans un pays qui va si mal n'a pas d'effet durable. Car la priorité c'est la survie au quotidien.

<https://www.lorientlejour.com/article/1248393/face-au-covid-19-la-double-peine-des-refugies-palestiniens.html>

**L'Orient
LE JOUR**

Malaisie

Les enseignants sont des travailleurs de première ligne : protégez-les !

Le syndicat membre de l'IE *National Union of the Teaching Profession* (NUTP) demande aux autorités d'assurer la santé et la sécurité des personnels de l'éducation qui sont obligés de travailler en présentiel pour superviser les examens, tenus aussi en présentiel. Ce n'est donc pas qu'en France où, en pleine pandémie, on assiste à des aberrations du genre « cours en distanciel, mais examens en présentiel », comme si le virus était moins contagieux en salle d'examen qu'en salle de cours. La preuve que le risque est élevé, selon la NUTP, est que 11 enseignants ont attrapé la COVID19 dans l'état du Terengganu, à l'est du pays.

La NUTP est aussi inquiète car des enseignants ont participé à un atelier de formation en présentiel. Devinez l'objet de la formation ? « L'enseignement à distance » !!! On croit rêver. Mais le service d'éducation du district a insisté pour faire venir les participants en pleine pandémie, ce que dénonce le syndicat s'interrogeant si ledit service a conscience que la pandémie se développe. Les enseignants ont-ils reçu des EPI ? L'atelier était-il conforme aux mesures sanitaires ? Pas de réponse.

La NUTP demande au ministère, qui a fait revenir les élèves dans les écoles depuis le 20 janvier pour tenir les examens nationaux... de 2020, de leur fournir, ainsi qu'aux personnels, les EPI nécessaires et de « garantir la santé et la sécurité de ces travailleurs de première ligne » que sont les enseignants.

La COVID19 a bon dos : des établissements en ont profité pour étendre les horaires de travail, obligeant les collègues à travailler de 7h30 à 16h30, c'est-à-dire deux heures de plus que l'horaire habituel qui se termine à 14h30. La NUTP s'inquiète de la fatigue des élèves, qui doivent en même temps suivre des cours et passer des examens. Les enseignants aussi sont épuisés, après tous leurs efforts pour organiser les cours en ligne : cela les fait travailler deux fois plus, sans pour autant être payés plus.

Ne pas avoir à payer de leur poche les masques, visières et autres équipements de protection ; ne pas être obligés de fournir gratuitement deux heures de plus chaque jour ; et synchroniser les horaires des cours en présentiel et en ligne, afin que les élèves et leurs enseignants puissent souffler. Est-ce trop demander ?

<https://www.ei-ie.org/en/detail/17113/malaysia-union-calls-for-protection-of-teachers-as-frontline-personnel>



Pérou

Une grève de la faim comme ultime moyen de lutte syndicale

Dans un article du *NYTimes* du 20.01.2021, on apprend que les dirigeants d'un syndicat de médecins, exaspérés par le manque de préparation des autorités face à la seconde vague pandémique – ce qu'ils considèrent comme « une honte » pour le pays – sont entrés en grève de la faim, espérant ainsi se faire enfin entendre.

Ce syndicat a près de 12.000 membres qui travaillent dans le réseau d'hôpitaux publics *EsSalud*, qui fait aujourd'hui face aux mêmes pénuries qu'au début de la pandémie. Il n'y a pas assez de ventilateurs, les patients meurent, mais on demande à nouveau aux soignants de travailler sans avoir assez d'EPI, ni assez de médicaments, ni assez de personnel de soutien. De plus, la directrice d'*EsSalud*, Fiorella Molinelli, est mise en examen pour corruption, mais, malgré la demande du syndicat, reste à son poste.

EsSalud a renvoyé des spécialistes après l'accalmie de la première vague, mais ne les a pas embauchés à nouveau en décembre quand la pandémie a resurgi : « il nous manque 6.000 spécialistes, au moins 1.500 réanimateurs et 6.000-8.000 infirmiers et infirmières spécialisées en réanimation », dénonce le syndicat.

Voilà pourquoi le Dr Teodoro Quiñones, le secrétaire général du syndicat des médecins, a installé le mardi 19 janvier son piquet de grève de la faim devant le ministère de la santé à Lima, avec 6 de ses camarades. Tous se déclarent déterminés à poursuivre jusqu'à ce que leurs revendications soient entendues.

EsSalud n'a pas répondu à la demande du *NYTimes* de commenter l'événement.

Les autorités péruviennes ne veulent pas imposer de confinement, malgré une vague pandémique très intense. Peut-être tablent-ils sur la fameuse « immunité de groupe », car près de 40% de la population de Lima a été infectée et près de 70% dans d'autres régions. Mais les médecins mettent en garde, car les patients ont besoin d'hospitalisation et les conditions sont pires que tout.

Quant au vaccin pour les 32 millions de Péruviens, aucune date n'est prévue pour la livraison du million de doses que le gouvernement a annoncé avoir achetées à l'entreprise chinoise Sinopharm.

<https://www.nytimes.com/live/2021/01/20/world/covid-19-coronavirus/doctors-in-peru-stage-a-hunger-strike-over-the-governments-pandemic-response>

Philippines

L'enseignement à distance a un coût que les personnels ne doivent pas payer de leur poche

L'*Alliance of Concerned Teachers* (ACT), notre syndicat partenaire à l'IE, est excédé. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, il demande au gouvernement de tenir compte des frais engagés pour faire face à la pandémie, notamment pour continuer leur cours en ligne et faire tout le travail indispensable de maintien du lien social avec les élèves. Des heures en plus, des forfaits internet ou téléphone mobile qui explosent, et, en face, de vagues promesses de primes. L'ACT a tenu le 26 janvier un piquet de grève devant le Département de l'éducation (NEDL, l'équivalent du ministère) et a apposé une affiche géante avec ses revendications sur la grille.



Ce qui fâche le plus l'ACT, ce sont les tergiversations du ministère qui promet d'abord des primes reconnaissant l'engagement exceptionnel des collègues, mais ensuite fait marche arrière prétextant qu'il est incapable de verser ces primes dues pour 2020. Aucun nouvel engagement pour 2021, malgré le fait que la pandémie se poursuit : pas de retour à la normale prévu pour l'éducation. D'ailleurs, sur les photos de leur rassemblement, tous les collègues portent scrupuleusement des masques et tiennent les distances.

Le secrétaire général de l'ACT Raymond Basilio a dénoncé la faillite du gouvernement qui ne remplit pas ses obligations financières envers les enseignants, écrasés par les dettes contractés pour joindre les deux bouts. C'est humiliant d'avoir aujourd'hui à mendier afin de recevoir le remboursement de ces dépenses, ce qui, selon Basilio, est un droit et devait aller de soi : « les enseignants sont allés plus loin que la simple réponse à l'appel du devoir » afin de fournir une éducation de qualité à la jeunesse.

La pandémie a fait exploser les prix des biens de première nécessité. Or l'augmentation des salaires prévue pour 2021 qui aurait dû commencer début janvier n'est pas au rendez-vous.

L'ACT demande que soit payé aux enseignants « le prix de leur dur labeur ». Elle n'attend pas sagement que le ministère les appelle à la table des négociations. La pandémie, et le cyclone qui a frappé Manille il y a deux mois, rendent la situation explosive. S'ils attendent, ils risquent de finir comme le squelette de leur affiche. C'est pourquoi ils lancent une campagne de communication offensive, et une pétition « pour une prime mensuelle internet de 1.500 PHP (NDLR. peso philippin ; 28€/mois) pour les enseignants du public ».

La somme peut nous paraître modique, mais, si l'on réfléchit bien, elle équivaut à un forfait internet mensuel même dans nos contrées. Et l'engagement des collègues, que le régime autoritaire de Rodrigo Duterte continue à avoir dans le collimateur (comme tout syndicaliste, journaliste indépendant ou lanceur d'alerte) a permis à l'éducation de tenir dans des conditions d'adversité difficilement imaginables en Europe. Soutenons-les !

<https://www.facebook.com/actph1982>

